Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2016 : déficit budgétaire de 2,7 milliards de dollars

Le mois d'août 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,3 milliards en août 2015. Les revenus ont augmenté de 0,7 milliard (3,2 %), sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, des revenus tirés des taxes et droits d'accise et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,4 milliard (6,1 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (11,7 %), en raison des coûts plus faibles associés aux opérations de rachat d'obligations et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à août 2016 : déficit budgétaire de 5,4 milliards de dollars

Pour la période d'avril à août 2016 de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 5,4 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 2,8 milliards pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont diminué de 1,6 milliard (1,3 %), en raison de la baisse des autres revenus et des taxes et droits d'accise, qui a été partiellement compensée par la hausse des rentrées totales d'impôt sur le revenu ainsi que des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 7,8 milliards (7,5 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard (9,5 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Août 2016

Le mois d'août 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,3 milliards en août 2015.

Les revenus ont totalisé 22,9 milliards de dollars, en hausse de 0,7 milliard par rapport à août 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,7 milliard de dollars (5,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (37,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 17 millions de dollars (3,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (5,5 %), principalement sous l'effet de la hausse de 0,2 milliard (38,6 %) des revenus tirés des taxes sur l'énergie. Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 40 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 18 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont reculé de 9 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 30 millions de dollars (1,9 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (18,7 %).

Les charges de programmes ont totalisé 23,4 milliards de dollars en août 2016, en hausse de 1,4 milliard (6,1 %) par rapport à août 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (12,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (6,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de

l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard (8,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,4 milliard (29,6 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (6,0 %), en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes telles que les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (2,0 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,0 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,1 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,7 %), en raison des coûts plus faibles associés aux opérations de rachat d'obligations et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à août 2016

La période d'avril à août 2016 de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 5,4 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 2,8 milliards pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont diminué de 1,6 milliard de dollars (1,3 %) pour s'établir à 117,8 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (0,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,6 milliard (2,9 %). Les revenus tirés de la TPS ont diminué de 0,5 milliard (3,5 %). Les taxes sur l'énergie ont diminué de 0,1 milliard. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 10 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont reculé de 43 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,2 milliard de dollars (1,7 %), ce qui est attribuable à la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont diminué de 1,5 milliard de dollars (11,0 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement, lequel gain ne s'est pas reproduit en 2016 et a été compensé en partie par une hausse des autres éléments pour l'exercice en cours, notamment les revenus d'intérêt et de pénalités.

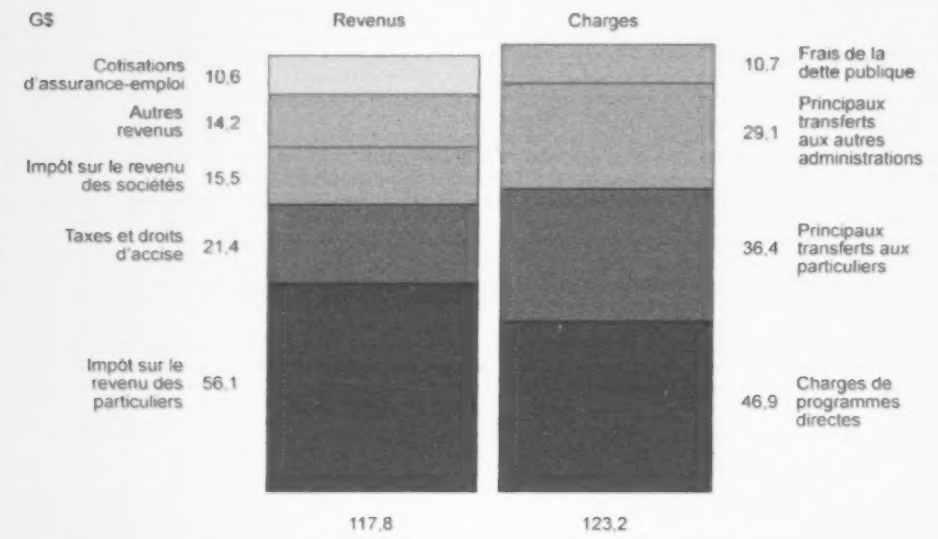
Pour la période d'avril à août 2016, les charges de programmes ont totalisé 112,5 milliards de dollars, en hausse de 7,8 milliards (7,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,3 milliards de dollars (6,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,9 milliard (5,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard (5,8 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,9 milliard (12,1 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (5,0 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (9,7 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (18,0 %), en raison de la hausse des transferts relativement à l'aide aux sinistrés et des variations du calendrier des transferts d'une année à l'autre.
  - Les autres charges de programmes directes ont progressé de 2,0 milliards de dollars (6,5 %), ce qui s'explique en grande partie par les coûts plus élevés au titre des régimes de retraite et avantages des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que par la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard de dollars (9,5 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à août 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 19,1 milliards de dollars d'avril à août 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 5,4 milliards de dollars et des besoins de 13,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 19,1 milliards, comparativement à des besoins financiers de 13,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 24,7 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 19,1 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 5,6 milliards en augmentant la dette non échue de 24,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'août 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 43,4 milliards de dollars, soit 6,7 milliards de plus qu'à la fin d'août 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Août		Avril à août	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Opérations budgétaires				
Revenus	22 184	22 898	119 354	117 789
Charges				
Charges de programmes	-22 035	-23 388	-104 665	-112 500
Frais de la dette publique	-2 487	-2 196	-11 867	-10 734
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 338	-2 686	2 822	-5 445
Opérations non budgétaires	3 029	945	-16 371	-13 654
Ressources ou besoins financiers	691	-1 741	-13 549	-19 099
Variation nette dans les activités de financement	-2 161	-2 142	22 353	24 676
Variation nette dans l'encaisse	-1 470	-3 883	8 804	5 577
Encaisse à la fin de la période			36 756	43 421

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Août			Avril à août		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 653	10 962	-5,9	55 970	56 149	0,3
Impôt sur le revenu des sociétés	2 089	2 865	37,1	15 227	15 487	1,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	568	551	-3,0	2 445	2 371	-3,0
Total des impôts sur le revenu	14 310	14 378	0,5	73 642	74 007	0,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 754	2 794	1,5	14 854	14 341	-3,5
Taxes sur l'énergie	484	671	38,6	2 336	2 246	-3,9
Droits de douane à l'importation	494	512	3,6	2 227	2 237	0,4
Autres taxes et droits d'accise	537	528	-1,7	2 579	2 536	-1,7
Total des taxes et droits d'accise	4 269	4 505	5,5	21 996	21 360	-2,9
Total des revenus fiscaux	18 579	18 883	1,6	95 638	95 367	-0,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 568	1 598	1,9	10 378	10 550	1,7
Autres revenus	2 037	2 417	18,7	13 338	11 872	-11,0
Total des revenus	22 184	22 898	3,2	119 354	117 789	-1,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Août			Avril à août		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 698	3 941	6,6	18 670	19 606	5,0
Prestations d'assurance-emploi	1 847	2 008	8,7	8 013	8 477	5,8
Prestations pour enfants	1 486	1 926	29,6	7 453	8 356	12,1
Total	7 031	7 875	12,0	34 136	36 439	6,7
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 836	3 006	6,0	14 178	15 028	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	5 400	5 562	3,0
Total	3 916	4 118	5,2	19 578	20 590	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 687	1 797	6,5	9 108	9 417	3,4
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	979	1 036	5,8
Abattement d'impôt du Québec	-384	-381	-0,8	-1 922	-1 907	-0,8
Total	5 219	5 534	6,0	27 743	29 136	5,0
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	108	96	-11,1	355	302	-14,9
Emploi et Développement social Canada	341	453	32,8	2 139	2 234	4,4
Affaires mondiales Canada	139	175	25,9	800	1 127	40,9
Santé Canada	80	64	-20,0	1 260	1 346	6,8
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	546	559	2,4	2 688	2 942	9,4
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	246	285	15,9	953	1 120	17,5
Autres	728	665	-8,7	3 646	4 904	34,5

Total	2 188	2 297	5,0	11 841	13 975	18,0
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	708	667	-5,8	3 352	3 723	11,1
Défense nationale	2 460	2 370	-3,7	8 809	9 534	8,2
Tous les autres ministères et organismes	4 429	4 645	4,9	18 784	19 693	4,8
Total des autres charges de programmes directes	7 597	7 682	1,1	30 945	32 950	6,5
Total des charges de programmes directes	9 785	9 979	2,0	42 786	46 925	9,7
Total des charges de programmes	22 035	23 388	6,1	104 665	112 500	7,5
Frais de la dette publique	2 487	2 196	-11,7	11 867	10 734	-9,5
Total des charges	24 522	25 584	4,3	116 532	123 234	5,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Août		Avril à août	
	2015	2016	2015-2016	2016-2017
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 338	-2 686	2 822	-5 445
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-274	-421	-1 375	-1 182
Autres activités d'investissement	-268	-464	-1 156	-3 212
Régimes de retraite et autres passifs	1 515	1 455	1 862	2 885
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	3 442	1 911	-13 411	-10 436
Opérations de change	-1 753	-1 879	-4 148	-3 264
Amortissement des immobilisations corporelles	367	343	1 857	1 555
Total des autres activités	2 056	375	-15 702	-12 145
Total des opérations non budgétaires	3 029	945	-16 371	-13 654
Ressources ou besoins financiers	691	-1 741	-13 549	-19 099

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Août		Avril à août	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	691	-1 741	-13 549	-19 099
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 478	-1 949	4 282	11 284
Bons du Trésor	200	-1 100	11 400	12 000
Titres au détail	-22	14	-101	103
Total	-3 300	-3 035	15 581	23 387
Emprunts en devises	528	634	3 483	1 092
Total	-2 772	-2 401	19 064	24 479
Réévaluation de swaps de devises	613	244	3 024	-255
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	13	31	384	575
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-15	-16	-119	-123
Variation nette dans les activités de financement	-2 161	-2 142	22 353	24 676
Variation dans l'encaisse	-1 470	-3 883	8 804	5 577

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	31 août 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	110 791	-17 062
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	515 352	11 284
Bons du Trésor	138 100	150 100	12 000
Titres au détail	5 076	5 179	103
Total partiel	647 244	670 631	23 387
Payable en devises	22 482	23 574	1 092
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	8 136	-255
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 622	575
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 924	-123
Total de la dette non échue	688 211	712 887	24 676
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 816	-411
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	88 886	3 205
Autres passifs	5 602	5 693	91
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	246 395	2 885
Total de la dette portant intérêt	931 721	959 282	27 561
Total des passifs	1 059 574	1 070 073	10 499
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	154 688	153 639	-1 049
Comptes d'opérations de change	93 539	96 803	3 264

Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	118 228	2 271
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	370 309	4 486
Dette nette	693 751	699 764	6 013
Actifs non financiers	77 765	77 392	-373
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	622 372	6 386

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 août 2016 inclut des pertes de 0,9 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2016 à août 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Octobre 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134